

Le budget—M^{me} Collins

Je voudrais formuler des observations sur deux ou trois points. Tout d'abord, je dois me reporter à ce qu'on a dit sur la formation possible de centres bancaires internationaux à Vancouver et Montréal. Naturellement, venant de la région métropolitaine de Toronto, j'ai été extrêmement surpris, car j'ai supposé qu'on choisirait Toronto et peut-être même Scarborough, la septième ville la plus importante du Canada, pour y établir un centre bancaire international. Toutefois, dans leur grande sagesse, les auteurs du budget ont recommandé Vancouver et Montréal et je m'en réjouis de tout cœur. Je suis persuadé que tout s'y passera pour le mieux.

Divers intervenants nous ont fait part des réactions suscitées par le budget un peu partout au Canada. Je voudrais citer certaines des observations de mon collègue de Scarborough. Il a reçu aujourd'hui un appel téléphonique au sujet du budget d'un homme et une femme qui, toute leur vie durant, avaient voté en faveur du parti libéral. Aux dernières élections, ils avaient naturellement voté comme à l'accoutumée, mais ils ont tenu néanmoins à féliciter mon collègue et lui ont dit que le gouvernement avait réussi là où nul autre gouvernement n'avait eu le courage de prendre des moyens fermes et décisifs pour réduire le déficit. Ils l'ont assuré désormais de leur vote. Voilà le genre de réaction que le budget provoque d'un bout à l'autre du Canada.

En outre, je suis persuadé que ma collègue voudra faire d'autres observations au sujet de certaines des mesures qui ont été prises et dont elle n'a pas encore parlé. A titre d'exemple, le fait que les crédits affectés à tous les programmes gouvernementaux soient maintenus aux niveaux de 1984-1985, signifie une diminution de 4 p. 100 des dépenses. Les crédits destinés aux programmes non statutaires seront tronqués de 500 millions de dollars l'an prochain, mais on n'en a pas parlé. Je dois demander à ma collègue pourquoi elle s'est abstenue.

En terminant, je signale que la compression des dépenses et le maintien du programme de gestion rigoureuse préconisés dans ce budget feront baisser la dette nationale de 78 millions de dollars d'ici à la fin de la prochaine décennie. Je serai curieux d'entendre ce que la députée aura à dire là-dessus.

Mme Collins: Monsieur le Président, je me réjouis vraiment que mon collègue ait soulevé ces questions. Comme il le sait, les mesures budgétaires sont tellement nombreuses, qu'il est impossible d'en examiner tous les aspects positifs en 20 minutes. Il faut espérer que le député, lui, aura la possibilité d'en parler. Je me félicite particulièrement des questions qu'il a soulevées.

Pour ce qui du centre bancaire international de Vancouver, ce sont des groupes de Vancouver qui, à l'origine, ont proposé l'idée, si j'ai bien compris. Pour nous, Vancouver est le joyau du Pacifique tourné vers l'Asie dont le potentiel commercial est énorme. Nous souhaitons commercer avec la Chine, le Japon et l'Indonésie et tirer partie des possibilités énormes qu'offrent ces pays. Il serait donc extrêmement utile de prévoir à Vancouver, entre autres choses, un centre financier international, qui ne serait pas simplement un centre bancaire. Le secteur bancaire ne forme qu'un aspect de ce centre qui devrait aussi attirer celui des assurances, des transports, et toute une gamme de services de soutien qui pourraient s'installer à Vancouver, attirés par un environnement grandiose. Par un effet d'entraînement, des petites entreprises que nous essayons d'attirer en Colombie-Britannique, surtout dans ce qu'on

appelle la technologie de l'adaptation, viendront aussi s'y établir. Il existe déjà des exemples de coentreprises, avec des partenaires asiatiques, dans le domaine de la santé.

Ce centre bancaire international constitue pour nous un pivot, le premier jalon de posé en vue de transformer Vancouver en centre commercial et financier du Pacifique. L'expérience que nous allons acquérir en nous tournant vers le marché asiatique, tout comme Montréal réussit bien à transiger avec l'Europe, aidera peut-être Toronto, qui est actuellement le centre financier du Canada, à élargir aussi ses bases.

M. Cassidy: Monsieur le Président, l'enthousiasme de la députée et l'impression qu'elle donne d'avoir vu tous les problèmes de sa circonscription réglés grâce au budget ont quelque chose de réjouissant. Néanmoins, je lui signale que le taux de chômage se situe toujours à près de 13 p. 100 en Colombie-Britannique et que, à l'extérieur de Vancouver, il est encore beaucoup plus élevé. Puisque je suis né dans cette province, à Victoria, plus précisément, je partage avec un grand nombre d'habitants de la Colombie-Britannique, sans doute, une inquiétude devant ce discours selon lequel tout semble si bien aller alors qu'il n'en est rien pour beaucoup d'entre eux.

La députée peut-elle se réjouir du fait qu'entre 1984-1985, année où le gouvernement a pris le pouvoir, et 1987-1988, le financement destiné au développement économique et régional va baisser de 14.7 à 9 milliards de dollars? Se félicite-t-elle de ce que le gouvernement est en train de renoncer aux moyens qu'il aurait de relancer l'activité économique et la création d'emplois en Colombie-Britannique? Le gouvernement ne considère plus qu'il a des engagements vis-à-vis des circonscriptions qui n'ont pas l'honneur d'être représentées par la députée de Capilano (M^{me} Collins) ou qui n'ont pas la richesse des habitants de cette circonscription.

Mme Collins: Monsieur le Président, les gens ont l'impression que ma circonscription est la plus riche du Canada. Il est vrai que la municipalité de Vancouver-Ouest a les déclarations d'impôts les plus élevées, mais ce n'est pas là toute ma circonscription. Elle comporte également des parties de Vancouver-Nord où il y a de nombreux assistés sociaux, des programmes d'enseignement professionnel et tout un tas de programmes sociaux auxquels j'ai étroitement collaboré. Il y a aussi dans ma circonscription une des plus grandes réserves indiennes de la partie continentale sud de la province. Le taux de chômage est d'environ 10 p. 100, c'est-à-dire qu'il est supérieur à la moyenne nationale, mais inférieur à celui que l'on trouve dans d'autres endroits de Colombie-Britannique.

Mon collègue ne sait peut-être pas que nous avons signé cette année un accord de 575 millions de dollars en vertu de la Loi sur le développement industriel et régional. Cet accord n'est pas modifié par le budget. C'est le plus important accord jamais signé pour la Colombie-Britannique. Plus de 300 millions seront affectés à la foresterie, à la sylviculture et au reboisement, et il y a ensuite les mines, les petites entreprises, le tourisme et l'agriculture. Les retombées de cet énorme engagement seront considérables.

Je ne dis pas que tous les problèmes sont ainsi résolus. Il y a de graves problèmes économiques en Colombie-Britannique. Nous savons que l'exploitation forestière et minière, l'essentiel de l'économie, n'embauchera pas grand monde dans les années à venir.